Comment l'élite a détruit notre industrie et laissé l'addition aux travailleurs

Par Frank , 18 novembre 2026

Comment l'élite a détruit notre industrie et laissé l'addition aux travailleurs



En 1974, je me trouvais dans la chaleur étouffante et torride du Gabon. Plongeur professionnel en eaux profondes, je travaillais sur une barge de pose de pipelines de SHELL pour COMEX Marseille. La mer du Nord était froide, mais le golfe de Guinée était impitoyable. Sous l'eau, dans les profondeurs plongées dans l'obscurité, je devais surveiller la position des conduites d'acier sur les rouleaux du stinger de soutien. Aujourd'hui, ce travail est informatisé. Voilà ce qu'était la véritable économie : l'acier, la sueur, la pression et le danger. Nous participions à la construction des infrastructures qui faisaient tourner le monde. Pas de PowerPoint, pas de « dialogues avec les parties prenantes », pas d'audits d'empreinte carbone. Simplement un travail physique acharné, qui créait de la valeur.

Par Frank Dumon

En 1982, huit ans plus tard, j'étais au Vietnam, où je travaillais pour Agricomatex, une filiale du Boerenbond belge, comme chef de chantier lors de la construction d'une usine textile d'une capacité de 100 000 broches. Là aussi, tout tournait autour du réel : la reconstruction d'un pays entièrement dévasté par l'Occident hégémonique, l'agriculture, la logistique, le cycle brut des semailles et des récoltes, de la production et du transport. C'est à cette époque que j'ai lu **The Third Wave** d'Alvin Toffler. Son livre, qui faisait suite à **Future Shock**, que j'avais dévoré au Gabon, fut accueilli comme un nouvel évangile par la caste intellectuelle occidentale. Toffler annonçait la fin de l'ère industrielle et la naissance d'une glorieuse « économie de l'information et des services ». Une grande partie de l'industrie textile européenne, autrefois si fière, a depuis disparu ou a été délocalisée vers des pays à bas salaires. Nos chaussures, nos vêtements, bientôt nos voitures, nos ordinateurs, nos téléviseurs, notre approvisionnement énergétique : pour tous ces produits et services, nous sommes devenus dépendants de la production ou des matières premières étrangères. Pendant ce temps, nous produisons des trains de sanctions, des politiciens et des bureaucrates qui, dans bien des salles de réunion, seraient avantageusement remplacés par l'intelligence artificielle.

Je tiens à dire une chose avec la plus grande clarté. Je ne méprise pas les pays vers lesquels l'Europe a déplacé ses usines. Bien au contraire : **j'éprouve un respect sans limites pour le Vietnam et pour le peuple vietnamien.** En 1982, j'ai rencontré des personnes qui devaient relever leur pays des ruines de la guerre et de la destruction, tandis que les États-Unis allaient maintenir leur embargo commercial jusqu'en 1994. Je n'ai pas vu un peuple attendant la charité, mais des femmes et des hommes qui travaillaient, apprenaient, improvisaient et préservaient leur dignité. Cette distinction est essentielle. Ma colère vise les dirigeants européens qui ont dilapidé notre propre capacité de production, pas les travailleurs vietnamiens qui ont construit un avenir grâce au savoir et à la discipline.

La troisième vague de Toffler : nous étions censés remplacer les usines par un secteur des services.

Ce que l'élite occidentale a toutefois omis de nous dire, c'est qui allait payer la facture de ce soi-disant progrès. Aujourd'hui, plus de quarante ans plus tard, nous contemplons les ravages provoqués par la troisième vague. Ce ne fut pas une évolution ; ce fut un basculement structurel au profit des groupes d'intérêts, des piliers institutionnels, de l'industrie pharmaceutique et du monde financier. Un chef-d'œuvre de double langage orwellien : les producteurs furent décimés, les dettes maximisées, et la **caste managériale improductive** se crut invincible, tandis que la population recevait, en prime, la TVA à payer.

Le grand démantèlement : désindustrialisation et spirale de l'endettement

Le fond de mes réserves à l'égard de Toffler était à l'époque aussi simple que fondamental : sans une industrie solide et une balance commerciale positive, on ne peut bâtir une économie dominée par les services sans finir prisonnier d'une spirale d'endettement sans issue.

Les responsables politiques occidentaux, aveuglés par les dogmes néolibéraux et les bas salaires asiatiques, décidèrent que fabriquer des objets était « démodé » et « sale ». Nous avons exporté nos hauts fourneaux, nos usines textiles et nos chantiers navals à l'autre bout du monde. En échange, nous avons obtenu une « économie de services ».

Mais qu'est-ce qu'une économie de services, dans la pratique ? C'est une économie dans laquelle nous nous conseillons mutuellement, envoyons des petits messages insignifiants pour entretenir l'illusion dans laquelle nous vivons et gérons l'argent les uns des autres, tout en dépendant de l'étranger pour chaque besoin matériel – du marteau à l'ordinateur.

On ne chauffe pas une maison avec un rapport de consultants. On ne construit pas des ponts avec des feuilles Excel. Et on ne nourrit pas une population avec l'indignation morale d'un militant écologiste. On ne bâtit pas non plus des centrales nucléaires avec des « managers ». Celui qui remplit les rayons chez Aldi est désormais appelé Floor Manager. Tout le monde veut être manager, mais il ne reste presque plus rien à « manager ».

Le résultat de cette folie, c'est un monde occidental qui flotte sur un océan de dettes. Les États-Unis, cœur battant de l'empire occidental, importent chaque année pour des centaines de milliards de plus qu'ils n'exportent. Comment paient-ils ? En imprimant des dollars et en accumulant les dettes envers le reste du monde. L'Europe suit la même voie, à un rythme plus lent, mais tout aussi mortel. Des pays qui furent les moteurs industriels du monde voient leurs déficits commerciaux se creuser et leurs dettes publiques exploser.

La « troisième vague » s'est révélée être un euphémisme pour désigner le cannibalisme financier. L'élite industrielle a été remplacée par une élite financière et bureaucratique qui ne *crée* pas la richesse, mais la *redistribue* – essentiellement dans ses propres poches. Les profits de la mondialisation sont allés aux actionnaires des multinationales et aux hauts dirigeants du secteur technologique, tandis que les communautés locales, organisées autour des usines et des ports, étaient vidées de

leur substance et abandonnées au déclin. On a expliqué au travailleur – au soudeur, au constructeur naval, à l'électricien – qu'il devait se « reconvertir » dans les « soins » ou le « service à la clientèle », pendant que son pouvoir d'achat s'évaporait et que son avenir était hypothéqué auprès de créanciers chinois et américains.

L'Absurdistan belge : sept ministres du Climat pour un pays en faillite

Les chiffres de 2026 ne rendent pas ma critique moins urgente. Selon Eurostat, la production industrielle de l'UE a certes progressé de 2,9 % en prix constants en 2025, mais l'industrie chimique et la fabrication de produits métalliques ont chacune reculé de 1,4 %. L'industrie n'a donc pas littéralement disparu d'Europe, mais l'érosion de secteurs essentiels est bien réelle. La Commission européenne reconnaît en outre que les prix industriels du gaz et de l'électricité peuvent rester de deux à quatre fois supérieurs à ceux de nos principaux partenaires commerciaux. Même Bruxelles ne peut plus faire disparaître les dégâts économiques avec un PowerPoint.

Pour voir ce que devient, dans la réalité, la folie théorique de la troisième vague, inutile de regarder vers Washington ou Pékin. Regardez simplement la Belgique. Après des réformes successives de l'État, dictées par le chantage communautaire et par la volonté des politiciens de multiplier les postes ministériels et les budgets de cabinets qui les accompagnent, nous avons fabriqué un pays qui est devenu l'exemple même de l'ingouvernabilité.

La Belgique est devenue une lasagne institutionnelle, un enchevêtrement de compétences qui se chevauchent, où personne n'est responsable de l'ensemble, mais où chacun peut puiser dans les caisses publiques. Le symbole suprême de cette folie ? La politique climatique. Dans ce petit bout de territoire où les embouteillages paralysent quotidiennement les périphériques, où les chemins de fer et De Lijn doivent faire des économies, il y avait, en 2026, pas moins de *sept ministres* disposant de compétences directement liées au climat, à l'environnement ou à la nature. Sept ! Celui qui sait encore exactement quel ministre est responsable de quoi mérite un diplôme en archéologie politique.

Sept papes du climat ! Sept cabinets remplis de « conseillers politiques », sept armées de porte-parole, un cortège sans fin de réunions, de groupes de travail interministériels et de sommets internationaux sur le climat. Un ministre peut renvoyer la balle à un autre jusqu'à ce que chacun ait rédigé un communiqué de presse impeccable et que plus personne ne soit responsable de rien. Pendant qu'on présente au citoyen une facture énergétique après l'autre et qu'on lui interdit de

circuler en ville avec son vieux diesel, nos papes du climat prêchent la sobriété et les sacrifices au reste du monde. Ceux qui font la leçon au travailleur pourraient peut-être commencer par lui expliquer comment il est encore censé payer ses trajets domicile-travail.

Dans son *Economic Survey: Belgium 2026*, l'OCDE avertissait que la structure fragmentée de l'État favorise les doublons, les coûts administratifs et l'incohérence des politiques d'infrastructure. Eurostat a enregistré pour la Belgique, en 2025, un déficit public de **5,2 % du PIB** et une dette publique de **108,1 % du PIB**. Je n'invente pas ce marasme financier ; les chiffres sont sur la table. Seul manque encore le courage politique d'y remédier.

Et puis il y a Bruxelles. La Région de Bruxelles-Capitale, cette prétendue « capitale de l'Europe », est en réalité un trou noir économique. Une région qui ne produit presque plus rien, où le chômage reste chroniquement élevé et où les infrastructures tombent littéralement en ruine, mais qui possède la couche administrative la plus coûteuse du pays. Bruxelles est en faillite, mais les habitants du quartier européen n'en ont cure. Ils vivent dans une bulle parallèle, coupés de la réalité du Flamand ou du Wallon qui travaille et paie docilement ses impôts chaque mois pour faire tourner ce cirque. Bruxelles ne produit plus de prospérité ; elle consomme celle que de vraies personnes créent ailleurs dans le pays et la recrache sous forme de directives, de règlements et de subventions accordées à des militants déjà subventionnés.

L'agenda de l'OTAN : le complexe militaro-industriel sous stéroïdes

Toffler écrivait à une époque où la guerre froide était encore un affrontement clairement délimité. Il fallait détruire le communisme. Il fallait diviser la Russie. La Chine était autorisée à produire, mais devait rester arriérée pour tout le reste. L'Afrique pouvait livrer des matières premières à des prix ridiculement bas, mais ne devait surtout rien produire elle-même. Or les institutions que Toffler et ses contemporains considéraient comme allant de soi se sont transformées en monstres. Prenons l'OTAN. À sa création, en 1949, cette alliance se voulait purement **défensive** : une attaque contre l'un est une attaque contre tous, dans le but de dissuader le bloc soviétique.

Mais quiconque a observé les actes de l'OTAN au cours du dernier demi-siècle sait que le mot **défensif** est devenu une formule creuse. Depuis la chute du Mur, l'OTAN s'est transformée en peloton d'exécution militaro-industriel de l'élite néolibérale occidentale. Des bombardements de la Serbie à l'intervention désastreuse en Irak en dehors du droit international (où des États membres de l'OTAN ont agi main dans la

main), en passant par la destruction de la Libye (le pays le plus prospère d'Afrique) – qui a entraîné un immense afflux de réfugiés vers l'Europe – jusqu'à l'occupation interminable et désastreuse de l'Afghanistan.

Depuis un demi-siècle, l'OTAN fait exactement le contraire de ce qu'elle prétend faire. Elle sème l'instabilité, détruit des États souverains qui refusent de se soumettre au consensus de Washington et crée les ennemis dont elle a ensuite besoin pour justifier sa propre existence.

Et maintenant, alors que les tensions avec la Russie et la Chine sont attisées pour effrayer la population et resserrer les rangs, cette alliance exige que les États européens augmentent leurs budgets de défense. Au début, c'était 2 % du PIB. Au sommet de l'OTAN à La Haye, en juin 2025, l'objectif de **5 % d'ici 2035** a été officiellement adopté : au moins 3,5 % pour les besoins militaires fondamentaux et jusqu'à 1,5 % pour des investissements plus larges liés à la défense et à la sécurité. Cela ne signifie donc pas que l'ensemble de ces 5 % soit exclusivement consacré à l'achat d'armes. Mais le changement de cap politique est indéniable : on commence par trouver l'argent pour l'agenda militaire ; ensuite, le travailleur peut espérer qu'il restera quelques miettes.

Savez-vous ce que représentent 5 % du PIB ? Un choix radical quant à nos priorités sociales. Combien restera-t-il pour des retraites décentes, le personnel hospitalier, l'entretien de nos routes ou la reconstruction de notre industrie ? Une part importante des achats militaires profite aux actionnaires de Lockheed Martin, RTX et Rheinmetall. Le contribuable paie ; l'industrie de l'armement enregistre les commandes. **Ne demandez pas seulement combien de sécurité cela apporte, mais aussi combien de protection sociale, d'éducation et de renouveau industriel nous sacrifions en échange.**

Les citoyens européens sont contraints de sacrifier leur propre prospérité sur l'autel d'un conflit géopolitique qui n'est pas le leur, orchestré par une élite américaine trop heureuse de voir l'Europe s'affaiblir, pourvu qu'elle continue d'acheter ses armes et son gaz naturel liquéfié (GNL) à des prix exorbitants. L'OTAN n'est plus le bouclier de l'Europe ; elle est la chaîne qui l'attache au navire en perdition de l'empire américain.

Le suicide intellectuel : la faillite de notre système éducatif

Lorsque je compare les populations ambitieuses et hautement instruites de l'Asie du Sud-Est, de la Russie, de l'Iran et des pays des BRICS avec celles de l'Union européenne, je ne peux que constater que l'écart en matière d'éducation et de discipline est devenu impossible à combler. La désindustrialisation de l'Occident n'est pas seulement un échec économique ; elle résulte directement d'une érosion

intellectuelle délibérée. **Nous avons hypothéqué notre avenir au profit de la loi du moindre effort.**

Regardez notre enseignement belge. Quelles sont les filières d'études les plus fréquentées ? Les masses choisissent les secteurs « doux » : communication, psychologie, sociologie, pédagogie et droit. Des filières centrées sur le vécu individuel, l'identité et l'économie des services. **Quelle est la valeur ajoutée économique de ces études ?** Elles créent rarement une valeur directe, physique ou mesurable. Elles redistribuent les richesses, facilitent la bureaucratie, rédigent des rapports sur des rapports, mais ne construisent pas de ponts, ne conçoivent pas de semi-conducteurs et ne résolvent pas les crises énergétiques.

La difficulté de ces filières contraste fortement avec celle des sciences exactes. Elles exigent surtout de la synthèse, de la mémorisation et la formulation d'opinions. À l'ère des smartphones et de la dopamine instantanée, la voie du moindre effort est devenue la plus populaire. Il en résulte une inadéquation structurelle sur le marché du travail, qui explique parfaitement les taux élevés de chômage des jeunes. Le marché réclame à grands cris des techniciens, des soudeurs et des ingénieurs, tandis que les universités produisent en masse des diplômés en communication sans emploi et des titulaires de diplômes en études de genre. Nous formons les jeunes à des emplois que le marché libre ne crée pas, mais que l'État doit maintenir artificiellement à coups d'argent public.

Pourquoi ce système éducatif, contrôlé par les piliers traditionnels, ne se renouvelle-t-il pas ? Parce que l'enseignement belge est un champ de bataille pacifié. Le réseau catholique et le réseau officiel se livrent une concurrence à somme nulle pour les effectifs scolaires et les subventions qui les accompagnent. L'innovation coûte cher, trouble la paix avec les syndicats de l'enseignement et n'apporte aucune part de marché supplémentaire. Le statu quo est sacré.

C'est un système sursubventionné qui fonctionne à l'indolence intellectuelle et à la complaisance. L'accent s'est déplacé de la « transmission des connaissances, des mathématiques et de la discipline » vers le « bien-être, l'identité et l'apprendre à apprendre ».

Le système de la cascade – qui pousse les élèves vers les années supérieures pour embellir les statistiques d'abandon et préserver les subventions – a engendré une épidémie d'inflation des diplômes. Nous avons plus d'une génération de retard. La Flandre, autrefois leader incontesté des classements européens PISA, dégringole davantage à chaque évaluation en mathématiques, en lecture et en sciences. Nos connaissances universitaires et techniques se sont à ce point érodées qu'un renouvellement de l'enseignement, et a fortiori une reconstruction de notre industrie

matérielle, semble impossible. On ne construit pas de centrales nucléaires ni d'usines de puces électroniques avancées avec une génération qui ne sait plus calculer et qui doit passer des heures à débattre de ses propres sentiments.

Pourquoi si peu de jeunes choisissent-ils les filières STEM (Science, Technology, Engineering, Mathematics) ? Parce que c'est un travail difficile. Parce qu'il exige une pensée abstraite et une discipline solitaire. Et pourquoi l'offre est-elle si limitée ? Parce qu'il manque cruellement de professeurs de sciences, de technologie et de mathématiques. Ceux qui maîtrisent les mathématiques, la physique et la chimie partent travailler dans le secteur privé pour plusieurs fois le salaire d'un enseignant. Le système se sabote lui-même.

Questions sur l'enseignement belge

Ici aussi, les chiffres sont sur la table. Selon l'OCDE, la Belgique est passée de 508 points en mathématiques lors de PISA 2018 à 489 lors de PISA 2022, et de 493 à 479 points en lecture. Cela ne diminue en rien mon exaspération devant un système qui n'accorde pas suffisamment de valeur aux talents techniques. Un pays qui manque d'ingénieurs, de techniciens et de professeurs de sciences exactes doit cesser d'urgence de traiter les compétences professionnelles comme un choix de seconde zone.

Le diagnostic suivant du système éducatif belge et, par extension, occidental, touche au cœur de notre malaise social actuel.

1. **Filières d'études les plus fréquentées :** La masse choisit les secteurs « doux » : communication, psychologie, sociologie, pédagogie et droit. Des disciplines centrées sur le vécu individuel et l'économie des services.
2. **Valeur ajoutée économique :** Ces études créent rarement une valeur directe, physique ou mesurable. Elles facilitent la redistribution des richesses (par l'État, les soins et les médias), mais ne construisent ni ponts, ni puces électroniques, ni centrales électriques.
3. **Niveau de difficulté :** Le seuil d'accès aux sciences exactes et abstraites est élevé et exige une discipline solitaire. Les disciplines « douces » réclament surtout de la synthèse, la formulation d'opinions et de la rhétorique, ce qui les rend plus attrayantes pour une génération habituée aux sollicitations numériques faciles.
4. **Perspectives d'avenir :** Une inadéquation structurelle. Les fabriques de diplômes en sciences sociales entraînent une saturation, des emplois précaires et une dépendance envers les secteurs subventionnés.
5. **Lien avec le chômage :** Le chômage élevé des jeunes résulte directement de leur formation à des emplois que le marché libre ne crée pas. Le marché réclame des

techniciens ; les universités livrent des thérapeutes.

6. Pourquoi les piliers ne se renouvellent pas : L'enseignement est un champ de bataille pacifié. Les piliers se disputent, dans un jeu à somme nulle, le nombre d'élèves (et donc les subventions). L'innovation est coûteuse, dérange les syndicats et ne procure aucune part de marché supplémentaire. Le statu quo est sacré.

7. Paresse intellectuelle et subventions : Le système est pacifié par un financement garanti. L'accent est passé de la « transmission des connaissances et de la discipline » au « bien-être, à l'identité et à l'apprendre à apprendre ». Le système de la cascade a engendré une épidémie d'inflation des diplômes.

8. L'érosion (PISA) : La Flandre dégringole dans les **classements PISA**. Nos connaissances universitaires et techniques se sont érodées ; nous formons une génération qui n'est plus capable de résoudre des problèmes complexes à plusieurs étapes.

9. La pénurie de STEM : Les jeunes évitent ces filières parce qu'elles exigent « beaucoup de travail ». Les établissements en proposent trop peu en raison d'une grave pénurie d'enseignants ; quiconque maîtrise les mathématiques et la physique peut gagner plusieurs fois le salaire d'un professeur dans le privé. L'enseignement professionnel est stigmatisé comme un échec, au lieu d'être reconnu comme la colonne vertébrale de l'économie.

Le contraste avec la Chine et le Vietnam : le Gaokao et la mission nationale

Comparez cette décadence au système éducatif chinois. Le *Gaokao*, l'examen national d'entrée à l'université, est l'une des épreuves intellectuelles les plus exigeantes au monde. En 2026, environ 12,9 millions de jeunes y ont participé. Dans plusieurs endroits, la circulation est déviée et les contrôles contre la tricherie sont stricts. Ces jeunes se préparent longuement, non pas seulement pour apprendre à « débattre de l'identité », mais aussi pour maîtriser les mathématiques, les sciences naturelles, la chimie et la littérature classique. Ils savent que la survie de leur nation dépend du développement technologique. L'enseignement n'y est pas exclusivement une quête individuelle d'épanouissement personnel ; il est également considéré comme une mission collective et nationale.

En Belgique, nous stigmatisons l'enseignement technique et professionnel (TSO/BSO) ; un enfant qui choisit la technique est considéré par la classe moyenne comme un raté, un laissé-pour-compte du système de la cascade. En Chine, au contraire, il existe un réseau de plus de 11 000 écoles professionnelles spécialisées accueillant 30 millions d'étudiants. Ce n'est pas un dépotoir de seconde catégorie, mais la

colonne vertébrale de leur économie de haute technologie. Ces écoles sont directement liées à l'industrie. Les étudiants n'y apprennent pas seulement la théorie : ils utilisent des simulateurs de réalité virtuelle pour piloter des drones, manœuvrer de lourdes machines et programmer des robots industriels. Ils associent une discipline séculaire aux technologies d'intelligence artificielle les plus récentes. En Orient, l'enseignement professionnel contribue à construire les plus vastes réseaux ferroviaires à grande vitesse, les parcs solaires et les programmes spatiaux du monde. En Occident, notre enseignement supérieur produit une armée de consultants qui expliquent au travailleur comment compenser ses émissions de CO2.

Vietnam : un peuple qui s'est relevé de la guerre tandis que l'Europe dilapidait ses usines



Et puis il y a le Vietnam. Je ne peux pas écrire sur ce pays comme un touriste qui bricolerait un blog de voyage après trois jours à Hanoï. J'y ai travaillé de 1982 à 1988. Je me souviens des pénuries, de l'improvisation avec des moyens limités, du travail acharné et de la détermination de personnes qui, après la guerre, n'avaient pas le luxe de céder au cynisme. **Le Vietnam a dû construire des usines au milieu des cicatrices de la guerre et des embargos. L'Europe avait hérité**

d'un magnifique appareil industriel et en a laissé s'échapper de larges pans. Laquelle de ces deux régions du monde disposait, au départ, des meilleures conditions ? Et laquelle a su faire le meilleur usage de ses possibilités ?

Le peuple vietnamien mérite tout notre respect pour le chemin parcouru. Non pas parce que son développement n'aurait été qu'un long fleuve tranquille, mais parce qu'il a commencé dans des circonstances incomparablement plus difficiles. Les réformes du *Đổi Mới*, à partir de 1986, ont donné une nouvelle impulsion à la production, à l'agriculture, à l'entrepreneuriat et au commerce. En juillet 2026, la Banque mondiale a classé le Vietnam parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Selon ses données, le PIB par habitant est passé de moins de 500 dollars en 1986 à environ 5 066 dollars en 2025 ; l'extrême pauvreté est passée de 14 % en 2010 à moins de 4 % en 2025. Ce n'est pas un tract de propagande de ma fabrication, mais une histoire de développement que la Banque mondiale elle-même décrit.

L'office national des statistiques vietnamien a estimé la croissance des neuf premiers mois de 2026 à **9,01 %**. L'industrie manufacturière a même progressé de **11,36 %**. Ce ne sont pas des PowerPoint annonçant une renaissance industrielle qui reste à venir. Ce sont les chiffres d'une économie qui produit réellement. L'industrie et la construction représentaient ensemble 38,35 % de la structure économique, et les services 42,97 %. Le Vietnam démontre ainsi que l'industrie, la technologie, la logistique et les services ne sont pas des ennemis. **Le problème n'est pas le secteur des services ; le problème, c'est la caste dirigeante qui s'imagine qu'une société peut fonctionner sans producteurs.**

Le résultat le plus significatif n'est peut-être même pas un pourcentage de croissance. Selon la Banque mondiale, seuls 14 % des ménages vietnamiens disposaient de l'électricité en 1993 ; depuis 2019, presque tous sont raccordés. En 2025, environ 95 % de la population bénéficiait de l'assurance maladie nationale. L'homme ou la femme qui peut allumer la lumière le soir et bénéficier d'une protection médicale sait faire la différence entre le développement économique et l'autocélébration creuse de la classe politique.

Alors que certains responsables européens semblent à peine disposés à se salir les mains, j'ai appris au Vietnam à apprécier les ingénieurs, les ouvriers et les agriculteurs qui n'attendent pas un nouveau titre professionnel pour assumer leurs responsabilités. C'était vrai en 1982, et c'est l'une des raisons pour lesquelles je reviens en 2026 dans ce pays avec tant d'affection. J'admire la culture vietnamienne, la résilience des familles, l'importance accordée à l'éducation et, surtout, la volonté inébranlable de décider soi-même de son avenir. Le Vietnam n'est pas un accessoire

dans l'imaginaire géopolitique de Washington, Bruxelles ou Pékin. C'est un pays souverain qui possède sa propre voix.

La comparaison avec la Belgique m'est d'autant plus douloureuse que le Vietnam réforme lui aussi son administration. La Banque mondiale décrit comment, en 2025, le nombre de ministères est passé de 22 à 17 et celui des provinces de 63 à 34. Personne n'est obligé de prétendre que toute réorganisation réussit automatiquement, mais on essaie au moins de simplifier la structure administrative. Chez nous, le réflexe politique paraît trop souvent exactement inverse : un problème ? Créons un nouveau comité de concertation. Cela ne fonctionne pas ? Nommons donc un coordinateur du comité de concertation.

Bien sûr, le Vietnam doit lui aussi relever de lourds défis. Il doit développer davantage ses propres connaissances et sa valeur ajoutée, réduire sa dépendance envers les chaînes d'approvisionnement étrangères et faire face aux conséquences du changement climatique, notamment dans le delta du Mékong. Mais ce sont les défis d'un pays qui veut avancer. **Pour moi, respecter le Vietnam, c'est défendre le droit des Vietnamiens à commettre leurs propres erreurs, à trouver leurs propres solutions et, surtout, à remporter leurs propres succès.** Ils n'ont pas besoin de la tutelle morale d'un Occident qui parvient à peine à mettre de l'ordre dans sa propre industrie, sa politique énergétique et ses finances publiques.

C'est le travailleur qui paie la facture

Nous ne comprenons plus les lois de la physique, de l'économie, ni les relations de cause à effet. Si vous dépensez davantage que vous ne gagnez, vous faites faillite. Si vous vendez vos outils, vous ne pouvez plus travailler. Si vous fermez vos usines et cessez d'enseigner à vos jeunes le fonctionnement des machines, vous ne pourrez plus financer le secteur des services et tous ses bureaucrates.

Les architectes de la troisième vague – les Toffler, les eurocrates, les généraux de l'OTAN et l'élite de Davos – ont violé ces lois fondamentales. Ils ont construit une réalité virtuelle, un mirage de services, de produits financiers dérivés et de supériorité morale, tout en faisant exploser les fondements matériels de notre civilisation.

- Ils nous disent que nous devons consommer pour faire tourner l'économie, mais nous punissent si nous achetons les mauvais produits (parce qu'ils sont bon marché). Ils nous disent de sauver la planète, mais prennent eux-mêmes des jets privés pour se rendre aux conférences sur le climat.

- Ils nous disent que nous devons nous armer contre la pression démographique à nos frontières, tout en ouvrant grand les portes à une main-d'œuvre bon marché pour faire baisser les salaires, et veulent simultanément envoyer nos fils et nos filles se battre dans les guerres des autres.
- C'est un chef-d'œuvre de manipulation. La guerre, c'est la paix. La liberté, c'est l'esclavage. L'ignorance, c'est la force.

Et la troisième vague ? La troisième vague fut le plus grand transfert de richesse, de pouvoir et de souveraineté de l'histoire de l'humanité, de ceux qui *construisent* vers ceux qui *gouvernent*. L'industrie a été démantelée. Les balances commerciales ont été ruinées. Les dettes sont impayables. Les écoles ne produisent plus d'ingénieurs, mais des militants. Et les réformes de l'État nous ont affublés d'une caste administrative qui sait seulement nous dire ce que nous n'avons plus le droit de faire, tandis qu'elle poursuit tranquillement l'évidement systématique de notre continent.

Et c'est le travailleur, qui ne conserve qu'à peine 25 % de son salaire brut, qui paie l'addition. Pour le diesel à la pompe. Pour les F-35 qui survolent sa maison. Pour l'enseignement défaillant de ses enfants. Il est temps d'enlever les lunettes de Toffler et de regarder de nouveau la réalité en face. La troisième vague est passée. L'eau monte. Et ceux qui siègent dans les tours de Bruxelles et de Strasbourg n'ont pas la moindre idée de la manière de nager.

Sources

The Third Wave est un livre publié en 1980 par Alvin Toffler. Il fait suite à **Future Shock** (1970) et fut suivi de **Powershift: Knowledge, Wealth and Violence at the Edge of the 21st Century** en 1990.

1. Désindustrialisation et pertes d'emplois
UNIDO (2025). Industrial Statistics Factsheet: Northern America and Europe. (Confirme le recul structurel de l'emploi et de la production industriels en Occident).
Strategic Perspectives (2023). « The great collapse of European industry is not a fatality. » (Analyse de la perte de plus de 2,3 millions d'emplois industriels dans l'UE entre 2008 et 2023).
Eurostat (2024). « Long term developments in industrial production. » (Données sur la tendance à la baisse dans des pays centraux comme l'Allemagne et la France).

2. Spirales d'endettement et déficits commerciaux
St. Louis Fed (2018). « Understanding the Roots of the U.S. Trade Deficit. » (Analyse des déséquilibres structurels de la balance commerciale américaine).
IE Business School / Allard, G. (2024). « U.S. Debt Spiral: A Looming Threat to Global

Economic Stability. » (Sur le caractère insoutenable du modèle d'endettement occidental sans base productive matérielle).
WITA (2019/2024). « The U.S. Trade Deficit: Are We Trading Away Our Future? »

3. Structure de l'État belge, politique climatique et faillite de Bruxelles

OCDE (2021/2023). Economic Surveys: Belgium. (L'OCDE souligne régulièrement l'inefficacité et les coûts élevés de la « lasagne » institutionnelle belge et du chevauchement des compétences).
Cour des comptes belge & budgets régionaux (2023-2024). (Rapports documentant les déficits structurels, l'augmentation du poids de la dette et la menace de faillite de la Région de Bruxelles-Capitale).
Constitution belge & réformes de l'État. (Répartition effective entre un gouvernement fédéral, trois régions et trois communautés, donnant lieu à une multitude de ministres compétents en matière de climat, d'énergie et d'environnement).

4. OTAN, dépenses de défense et complexe militaro-industriel

OTAN (2024/2025). « Defence investment and NATO's commitment. » (Documentation sur la pression exercée sur les États membres européens pour augmenter durablement leurs dépenses de défense, avec un discours évoluant vers 3 % à 5 % du PIB).
SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute, 2024). « Trends in World Military Expenditure » et rapports sur les cent principaux fabricants d'armes. (Confirme l'envolée des bénéfices et des cours boursiers de géants comme Lockheed Martin, Raytheon et Rheinmetall depuis les escalades géopolitiques).
Archives historiques de l'OTAN & résolutions de l'ONU. (Base factuelle des opérations expéditionnaires de l'OTAN ou des opérations menées par des États membres en dehors de leur territoire : Serbie (Allied Force, 1999), Afghanistan (ISAF, 2001-2021), Irak (2003) et Libye (Unified Protector, 2011)).

5. Faillite de l'enseignement occidental, PISA et essor de l'Asie

OCDE (2023). PISA 2022 Results. (Documente le déclin historique et structurel des résultats flamands et européens en mathématiques, en lecture et en sciences, par contraste avec les résultats dominants de plusieurs pays et régions asiatiques).
Agoria / STEM Monitor (2023/2024). Rapports sur la pénurie aiguë de profils STEM (Science, Technology, Engineering, Mathematics) sur le marché du travail belge et l'inadéquation avec l'enseignement supérieur.
Département de l'Enseignement et de la Formation (Flandre). Statistiques sur la popularité des filières d'études, montrant l'importance des choix en sciences humaines et sociales au détriment des disciplines exactes et techniques.
CountryQuest / CGTN Dialogue (2023/2024). Analyses du système chinois Gaokao, de l'accent mis sur la discipline et les STEM, ainsi que de l'intégration de l'enseignement

professionnel (11 000 écoles, 30 millions d'étudiants) dans les industries de haute technologie (IA, robotique, simulateurs de réalité virtuelle), par opposition à la stigmatisation de l'enseignement professionnel en Occident.

Sources directes pour l'actualisation de novembre 2026

Les expériences personnelles au Gabon (1974) et au Vietnam (1982), les conclusions politiques tranchées et les comparaisons rhétoriques sont celles de Frank Dumon. Les sources ci-dessous étayent les données vérifiables ajoutées. Date de référence de l'actualisation : 18 novembre 2026.

1. **Banque mondiale, Vietnam (2026) :** Viet Nam – Country Overview. Reclassement dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, développement depuis le Đổi Mới, pauvreté, électrification, assurance maladie et réforme administrative.
2. **Office national des statistiques du Vietnam (2026) :** Socio-economic performance in the third quarter and the nine months of 2026. Croissance du PIB, industrie manufacturière et structure sectorielle.
3. **National Museum of American Diplomacy :** From Saigon to Hanoi. Levée de l'embargo commercial américain en février 1994.
4. **Eurostat (2026) :** EU industrial production rebounds in 2025. Production industrielle dans l'UE, y compris les difficultés des secteurs de la chimie et des produits métalliques.
5. **Commission européenne :** Energy prices and costs in Europe. Prix élevés de l'énergie pour l'industrie européenne par rapport à ses principaux partenaires commerciaux.
6. **OCDE (2026) :** OECD Economic Surveys: Belgium 2026. Complexité institutionnelle et compétitivité industrielle.
7. **Eurostat (21 octobre 2026) :** Government deficit and debt. Finances publiques belges en 2025.
8. **OTAN (25 juin 2025) :** The Hague Summit Declaration. Objectif de 5 % du PIB d'ici 2035 et sa composition.
9. **OCDE :** PISA 2022 – Belgique et PISA 2022 – Vietnam. Résultats scolaires et climat d'apprentissage.
10. **Chine, ministère de l'Éducation (juin 2026) :** 12.9 million candidates for the Gaokao 2026. Nombre actualisé de candidats à l'examen.
11. **Nieuwsblad (août 2026) :** Le ministre fédéral du Climat réunit sept ministres compétents en matière de climat. Illustration actuelle de la fragmentation des compétences.
12. **Banque mondiale (2025) :** Sustainable pathway for Viet Nam's Mekong Delta. Défis posés par le changement climatique.

https://youtu.be/4_p6x36Whao